

Une Association canadienne des géographes ou plusieurs groupements de géographes au Canada?

Louis-Edmond Hamelin

Volume 5, Number 10, 1961

Mélanges géographiques canadiens offerts à Raoul Blanchard

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/020318ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/020318ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Hamelin, L.-E. (1961). Une Association canadienne des géographes ou plusieurs groupements de géographes au Canada? *Cahiers de géographie du Québec*, 5(10), 289–292. <https://doi.org/10.7202/020318ar>

« Anglais » par les « Canadiens » et l'implantation industrielle. Malheureusement, le temps ne nous a pas permis de monter au mont Orford et il a limité les bonnes chances de l'excursion. Celle-ci a tout de même été réussie.

En conclusion, je regrette que la majorité des géographes de langue française de Montréal aient boudé le Congrès montréalais en s'abstenant totalement ou en assistant en chien méchant. C'est à croire que la géographie n'est pas pour eux affaire bien sérieuse ! Je crains que, pour un certain nombre, la vague anti-anglaise serve à couvrir un concept maladif d'infériorité et de persécution. Ce n'est pas en s'abstenant, en démissionnant, en boudant, que les géographes canadiens-français pourront influencer leurs collègues de langue anglaise qui ignorent largement, j'en conviens, la géographie d'expression française dans le monde. Dans ces circonstances, une certaine politique de présence de notre part est, là comme ailleurs, nécessaire.

Louis-Edmond HAMELIN

Une Association canadienne des géographes ou plusieurs groupements de géographes au Canada?

« Afin que malgré le temps et l'envie,
Géographie
Puisse toujours en honneur
Croître et demeurer en fleur ».

I. de la HAYE,
fin du XVI^e siècle.

Le problème vient d'être doublement posé. Tout d'abord, la plupart des géographes canadiens-français de Montréal (et quelques autres) se sont abstenus de participer au congrès de l'Association qui se tenait à McGill en juin 1961. D'autre part, une série d'articles tendancieux a paru, un mois après, dans *Le Devoir*, condamnant *The Canadian Association of Geographers*. En somme, les géographes canadiens-français doivent-ils continuer de participer (je dis bien, participer) à l'Association fondée à la suite de longs pourparlers tenus de 1949 à 1951, ou doivent-ils se donner un cadre exclusivement de langue française ?

Je m'inscris contre la formule de l'isolement. Mon collègue, M. Fernand Grenier, s'est déjà prononcé en ce sens.¹

Dans le passé

C'est d'ailleurs l'attitude que j'ai adoptée depuis plus de 10 ans et elle ne m'a pas fait sentir ce « sentiment d'insécurité », ce « dialogue impossible » et cette « perte de temps » dont parlent certains indépendantistes. Mais, j'ai largement participé à la géographie canadienne : communications aux congrès, publications dans *The Canadian Geographer* — *Le géographe canadien*, postes administratifs, comité de rédaction, délégations à l'étranger. (J'aurais pu même être intégré davantage si je m'étais laissé véhiculer au-dessus de la vice-présidence). Bien que freinées par des problèmes de langue, la collaboration et l'amitié sont nées de ces échanges fructueux. Il y aurait eu encore moins de français à l'Association si je m'étais abstenu d'agir ; par exemple, plus d'un fascicule de la revue n'auraient eu aucun article français, sans le mien.

¹ Dans *Le Devoir*, 17 août 1961.

Pour parler franc — et d'autres savent bien ces choses — il faut offrir une collaboration honnête. Qui ignore, dans les milieux géographiques canadiens, les tracasseries souvent inutiles faites par quelques géographes de langue française auprès de collègues de langue anglaise? Autre cas où les Canadiens français sont en défaut : pendant plusieurs années, alors que l'Association (en majorité anglaise) cherchait un Canadien français pour occuper une fonction officielle, les seuls candidats possibles se maintenaient en dehors de l'Association. Autre cas : par deux fois, des Canadiens français, pour diverses raisons, ont refusé la présidence de l'Association. Cette année, en séance publique, le professeur Hare, faisant remarquer qu'il fallait nommer un autre Canadien français dans le Conseil, il ne se trouvait alors aucun des nôtres en mesure d'occuper ce poste. Il y a environ 60 géographes de langue française dans le Québec ; pourtant deux seulement ont présenté des communications au dernier Congrès de McGill. Personne, si ce n'est qu'eux-mêmes, n'a empêché les 58 autres géographes de se produire dans un texte ; si plusieurs d'entre eux l'avaient fait, la majorité des communications aurait été en français ; alors, à qui la faute, si le Congrès n'a été français qu'à 10%? Enfin, il y a de la part des dissidents des vices d'argumentation, par exemple un jeune géographe, presque encore sans production, parle de « pain cuit » par les Canadiens français et qu'il faudrait mendier à des partenaires rapaces. Bref, toutes ces situations bien concrètes, non imputables aux « anglais », doivent nuancer la portée des revendications des abstentionnistes. Ayant peu ou mal collaboré à l'Association nationale, les géographes canadiens-français n'ont guère le droit de se plaindre de la part restreinte du français dans ladite Association.

Dissidence

Quelques mécontents réclament un groupement des géographes de langue française au Canada. En fait, au moins dans le contexte actuel, il s'agirait plutôt d'une société de géographes car ce ne seront pas tous les Canadiens français concernés qui participeront à part entière à cet hypothétique groupement. La période choisie pour suggérer une scission de l'Association nationale considérée trop « anglaise », correspond malheureusement aux progrès énormes faits par l'anglais comme langue internationale de communication géographique (voir à ce sujet, les propos du professeur Phlipponneau, au Congrès de Stockholm) ; dans ces conditions, notre Association ne présente pas que des inconvénients. En principe, demander l'isolement des géographes canadiens-français, c'est faire fi du véritable esprit géographique qui doit toujours tenir largement ouvert son monde de relations professionnelles. De plus, il ne faut pas se leurrer sur la portée scientifique des recherches vraiment géographiques de langue française au Canada. Je crains qu'en vase clos, les progrès ne soient très lents, que l'ennui ne gagne et que l'air ne devienne vite irrespirable. Il ne faut pas s'illusionner non plus sur les chances de relations de plain pied que cet isolat québécois pourrait dès à présent entretenir avec les géographes français de France, actionnés à une toute autre fréquence. Pour la santé de la géographie laurentienne, je n'approuve donc pas le mouvement sécessionniste actuel. D'ailleurs, la section géographique de l'ACFAS joue déjà ce rôle de grouper les géographes d'expression française du Québec : si l'on a pu constater pour la première fois, en 1960, au dernier congrès, la qualité d'un certain nombre de textes, la discussion reste encore très pauvre ; il ne fait pas très sérieux non plus d'inscrire une communication et de ne pas la présenter, ce qui est arrivé assez fréquemment depuis 1957. Pourquoi bouder l'ACFAS quand la réunion a lieu à Ottawa, comme une lettre au *Devoir* nous le conseillait le 23 octobre dernier? La proposition de grouper les géographes de langue française est entachée, pour le moment du moins, d'irréalisme et d'illusions.

Vrai bilinguisme

Que faire? Les jeunes montréalais réclameraient de l'action, d'après mon ami C. Laverdière.² Ma position, face au problème du dédoublement « racial » de l'Association des géographes, considère à la fois les aspects professionnel et linguistique. Comme membre actif de l'Association et, jusqu'à nouvel ordre, comme citoyen du Canada au complet, je reprendrai³ une proposition applicable à la majorité des géographes au Canada. Il faut en arriver à ce que chaque géographe canadien ait considérablement agrandi son « coefficient d'échange géographique ». Une meilleure géographie sortirait de géographes canadiens connaissant beaucoup mieux toutes les géographies d'expression française (française de France, belge, canadienne-française, des sections non métropolitaines de l'Union française) et d'expression anglaise (canadienne-anglaise, britannique, états-unienne, du Commonwealth...). Voilà, pour moi, le meilleur bilinguisme géographique au Canada, bilinguisme qui ne doit pas seulement toucher la langue mais l'esprit des géographies extérieures. Il est très navrant et triste de perspective de constater jusqu'à quel point la majorité des géographes canadiens, de langue française ou de langue anglaise, réalise si peu ces objectifs. Que d'occasions perdues pour la science et la culture personnelle ! Un isolement des géographes du Canada français ne serait pas plus défendable que l'attitude actuelle de la plupart des géographes du Canada anglais, attitude unilinguiste et même éclectique à l'intérieur du domaine mondial de langue anglaise. Pour favoriser le bilinguisme chez la génération montante, il faudrait que les départements de géographie au Canada ne décernent pas de diplôme de Maîtrise ou de Licence à quiconque ne pourrait utiliser convenablement les deux langues, française et anglaise. Après cette période où le bilinguisme sera réalisé, comme il se doit à l'échelle personnelle, il sera beaucoup plus intéressant de se réunir en congrès car les expériences à confronter seront combien plus riches ! Au-delà de ces rencontres canadiennes, les géographes du Canada pourraient jouer un rôle très important dans la géographie occidentale et mondiale en faisant liaison entre d'autres groupes français et anglais qui sont encore unilingues.

Tout cela est de l'utopie, écrira-t-on spontanément. Pourtant, des géographes de plusieurs pays réalisent ces objectifs. Même au Canada, depuis 10 ans, il s'est fait de sensibles progrès en ce sens. La plupart des géographes canadiens-français ont été formés à la géographie par des géographes français ; les relations géographiques avec la Belgique, étroites autour de 1910, reprennent. Dans le Canada anglais, des géographes européens ont immigré au Canada ; des Canadiens ont préparé leurs thèses aux États-Unis. Au-dessus de ces relations simples à l'intérieur de mêmes mondes linguistiques, se sont tissés des rapports entrecroisés plus complexes ; plusieurs Canadiens français font indifféremment leur géographie en français ou en anglais ;⁴ qui peut nier l'enrichissement et le rayonnement particulier qu'ils retirent de cette « bivalence » ; inversement, le français a fait quelques gains chez des géographes de langue anglaise ; certains ont découvert nos travaux ; plusieurs ont fait l'effort d'apprendre à lire les ouvrages français ; des géographes britanniques ont appris le français au Canada ; une université de langue anglaise apporte un intérêt particulier à la géographie d'expression française. Une certaine collaboration s'est inscrite de part et d'autre de départements de géographie linguistiquement différents. Il y a donc, dans la géographie canadienne, un mouvement

² Dans *Le Devoir*, 3 juillet 1961.

³ Dans *Cahiers de géographie de Québec*, n° 9 (1960), pp. 51-63. *La géographie mondiale, le congrès de Stockholm et le Canada*.

⁴ D'après J.-C. DIONNE, sur 30 textes publiés par des Canadiens français dans *Le géographe canadien*, 8 ont été publiés en anglais. *Le Devoir*, 26 juillet 1961.

d'échanges avec l'extérieur et une certaine marche vers la pluralité linguistique. Le mouvement est déjà lancé.

Conclusion

Le dépassement du cadre local est une condition essentielle à l'exercice d'une saine géographie, science de relations. Plutôt que de se fermer sur soi, il faut au contraire, s'attacher à amplifier le mouvement d'ouverture. Les cadres de l'Association canadienne des géographes peuvent grandement faciliter la réalisation de cet objectif. Sans nous, il est douteux que les géographes canadiens de langue anglaise puissent un jour s'adonner tant soit peu à la géographie d'expression française. Inversement, le Canada français a aussi à recevoir du Canada anglais. Les réunions annuelles de l'Association peuvent bien se prêter à ce genre d'échanges. Mais, l'Association doit prendre conscience de toutes ses responsabilités, ce qu'elle a insuffisamment fait dans le passé ; de plus chaque membre doit acquérir une mentalité de rencontre, d'échange et de collaboration. Cet esprit n'est malheureusement pas celui de tous les géographes canadiens-français et canadiens-anglais. Mais c'est dans cette direction que les hommes de bonne volonté doivent « géographier ». Donc, pour le moment du moins, *une* Association canadienne *des* géographes et non pas *pluralité* de sociétés *de* géographes au Canada.

Louis-Edmond HAMELIN,
*titulaire d'une chaire de géographie
à l'Université Laval.*

